

Qu'on modifie l'amendement en y ajoutant, immédiatement après le mot «d'intérêt», ce qui suit:

«et parce qu'il n'a pas réduit les taux d'intérêt sur le champ, qu'il a augmenté la charge fiscale des Canadiens à revenus faible et moyen, qu'il n'a pas mis en œuvre de stratégie destinée à renforcer la capacité industrielle génératrice d'emplois du Canada, qu'il n'a pas renforcé la capacité de l'AEIE de protéger la capacité de production et les emplois du Canada, qu'il a réduit davantage le pouvoir d'achat de nombre de Canadiens en imposant le contrôle des salaires dans le secteur public et parce qu'il a réduit les pensions et d'autres programmes sociaux.»

Je voudrais livrer très brièvement mes observations sur les dispositions relatives à l'habitation. Après tout le bruit entourant le lancement d'un programme, on avait l'impression que le secteur de l'habitation pourrait redevenir prospère. Ce programme devait amener un changement miraculeux dans le domaine de l'habitation au Canada. Là encore, je ne vois pas comment le ministre des Finances a eu le courage d'affirmer que le gouvernement allait prendre un engagement important vis-à-vis le secteur du logement coopératif en ajoutant 2,000 unités dans tout le Canada. La ville de Vancouver à elle seule pourrait absorber 2,000 logements coopératifs de plus. Ce serait donc se bercer d'illusions que de croire que cette augmentation du nombre d'unités aura des répercussions sensibles dans tout le Canada.

• (1620)

Quant à la subvention de \$3,000, le problème ne réside pas dans un manque d'argent pour verser un acompte sur une maison, mais bien dans les taux d'intérêt hypothécaire de 20 p. 100. Ce sont eux qui empêchent les Canadiens d'acheter des maisons, et ce ne sont pas \$3,000 de plus à verser en acompte qui feront la différence.

Des voix: Bravo!

M. Riis: Il convient d'étudier les chiffres. On s'aperçoit alors qu'une maison moyenne au Canada coûte \$67,500 de nos jours. Pour pouvoir acheter, il faut verser un acompte de 10 p. 100, ce qui signifie que le revenu familial annuel doit être de \$45,000 pour pouvoir obtenir une hypothèque, alors que le revenu familial moyen au Canada est inférieur à \$30,000. Cela signifie que pratiquement aucun Canadien ne sera en mesure de profiter de ce programme. Je pourrais également ajouter que la subvention gouvernementale risque de pousser les vendeurs à augmenter le prix d'achat de \$3,000.

Le budget prévoit-il une mesure quelconque à l'intention des locataires? La Société canadienne d'hypothèques et de logement a elle-même déclaré qu'un demi-million de locataires à faible revenu consacraient plus de 30 p. 100 de leur revenu au logement; pourtant, lorsque l'on considère les mesures prévues dans le budget pour venir en aide aux locataires canadiens, on constate que cela se résume à fort peu de choses.

Des voix: Ce n'est rien!

M. Riis: «Rien», comme le disent un certain nombre de mes collègues, serait en effet beaucoup plus proche de la réalité.

M. Deans: Le budget ne fait qu'accroître le fardeau fiscal.

M. Riis: En tant que Canadien de l'Ouest, j'ai écouté très attentivement ce que le ministre avait à dire à propos du Fonds de développement de l'Ouest. Je me rappelle qu'en 1980, lorsque le Fonds a été établi, 4 milliards de dollars étaient destinés à venir en aide aux Canadiens de l'Ouest. Puis, dans le budget suivant, cette somme est tombée à 2,2 milliards de dollars. Dans le budget présenté hier, les crédits affectés au Fonds de

Le budget—M. Riis

développement de l'Ouest sont pratiquement inexistants. Voilà qui est curieux.

M. Broadbent: Il en est de même pour les réunions des Libéraux de l'ouest du Canada.

M. Riis: Comme le signale le député d'Oshawa (M. Broadbent), la réunion des Libéraux de l'ouest du Canada a produit les mêmes résultats que le Fonds de développement de l'Ouest.

Je suppose que le budget actuel marque le début de la fin de l'indexation au Canada. Il fera passer 1,3 milliard de dollars des mains des contribuables à celles du gouvernement, ce qui signifie évidemment que le gouvernement aura intérêt à alimenter l'inflation, ce qui est très dangereux. On ne peut exercer aucun contrôle sur le gouvernement si celui-ci a intérêt à ce que le taux d'inflation soit élevé en raison de la nécessité d'augmenter ses liquidités. Le budget protégera un groupe, celui des investisseurs canadiens. Un certain nombre de mesures aideront les investisseurs à régler les problèmes posés par l'inflation, mais rien n'est prévu pour venir en aide au travailleur moyen.

Le gouvernement a manqué le coche. Les Canadiens s'attendaient à ce que le ministre des Finances leur donne certains espoirs tout en leur fournissant une nouvelle orientation. Le gouvernement a raté l'occasion de faire baisser les taux d'intérêt. Il a manqué l'occasion d'entamer de nouvelles négociations sur les prix du pétrole et du gaz. Il aurait également pu réduire le niveau de la fiscalité pour permettre aux Canadiens d'acheter à nouveau des biens et services des fabricants et fournisseurs canadiens. Il aurait pu stimuler véritablement l'industrie du logement et créer des emplois en raison des retombées massives qui en seraient résultées; mais, là encore, il a manqué le coche.

On aurait pu présenter des politiques d'approvisionnement dignes de ce nom. Quand nous examinons les faits, nous constatons que si les Canadiens étaient disposés à consacrer une semaine de salaire à l'achat de produits canadiens par opposition aux importations, 25,000 nouveaux emplois seraient automatiquement créés. Nous avons besoin de programmes vigoureux d'achat chez nous, de programmes énergétiques d'approvisionnements et de solides accords de production avec certaines multinationales. Nous devrions dire aux multinationales que si elles veulent faire des affaires au Canada, elles doivent commencer à créer des emplois au Canada et non simplement utiliser notre pays comme débouché. Nous devrions dire à l'industrie japonaise de l'automobile que si elle veut fournir 200,000 voitures aux Canadiens cette année, elle doit commencer à fabriquer certaines pièces et à assembler ces voitures au Canada. En d'autres mots, si ces multinationales veulent faire des profits au Canada, elles doivent commencer à créer des emplois. C'est le minimum.

Des voix: Bravo!

M. Riis: Une fois encore, on a raté cette chance.

On a aussi raté la chance de proposer des stimulants pour la recherche et le développement aux Canadiens ainsi qu'aux compagnies et institutions canadiennes. Bien entendu, nous espérons de nombreux autres changements en faveur de ceux qui travaillent dans nos régions septentrionales. Il faudrait modifier les allocations du Nord à l'intention de ceux qui doivent vivre loin de chez eux pour travailler dans les industries extractives.